



## Introduction

**L**A rubrique *Débats* disparaîtra dans la nouvelle maquette de la revue pour renaître sous une autre forme. Celle qui s'achève avec ce numéro n'a pas démerité, loin s'en faut, permettant de donner une respiration souvent utile pour les lecteurs, d'ouvrir une opportunité de publication d'articles de réflexion n'entrant pas dans les thèmes planifiés par la rédaction et d'offrir à des auteurs de traditions et d'orientations philosophiques très différentes la possibilité de diffuser leurs analyses. Certains textes ont permis de lancer des débats intéressants tant dans cette revue que sur d'autres vecteurs participant ainsi à cette prétention de renouvellement des problématiques qu'ont toujours affirmé toutes les équipes de rédaction qui se sont succédé. Comme toute activité humaine la rubrique a connu sans chercher le jeu de mots « ses hauts et ses bas » mais le bilan demeure positif.

Cette dernière cuvée de « *Débats* » illustre bien les spécificités de cette rubrique. Deux textes de nature, d'objet et de conception très différents se côtoient ; un jeune auteur est associé à un auteur confirmé, un politiste à une historienne, illustrant ainsi le dynamisme de la production de connaissance scientifique sur le politique, sur le pouvoir en Afrique. A travers les deux objets analysés, l'environnement et la participation populaire d'un côté et la place des femmes dans la production de l'histoire africaine de l'autre, c'est bien la question permanente de l'énonciation du politique en Afrique qui demeure au centre de nos préoccupations. Estienne Rodary, dans son travail sur les politiques de conservation de la faune en Zambie et au Zimbabwe, utilise l'analyse d'une politique publique très particulière pour relire le thème de la participation populaire. Il souligne, en déconstruisant cette notion et les nombreux oxymorons auxquels elle donne lieu, son ambiguïté et son érection en mythe politique participant de ces innombrables catéchismes qui aujourd'hui semblent capter tous les discours politiques et savants sur l'Afrique (on

renverra ici à l'analyse de B. Hibou sur catéchisme de la Banque mondiale dans notre numéro précédent, qui ne peut cependant s'entendre que si on revient à la faute originelle des sciences sociales qui ne cesse de les tarauler, telle que l'exprime le catéchisme positiviste d'Auguste Comte. Le rapport entre étude de terrain et interprétation théorique montre à nouveau la richesse de ces démarches qui se refusent à enfermer l'étude du politique en Afrique dans une spécialisation d'aire ou dans un savoir « africaniste » étroit.

L'article d'Odile Goerg relève de la même démarche tout en soulignant, à la suite d'un ensemble de textes publiés depuis deux ans dans notre revue sur cette question des « gender studies », l'invisibilité historique en France des femmes africaines. Son constat, adressé à l'histoire, est je le crains tout aussi valable pour les autres sciences sociales. Tout le travail d'Odile Goerg consiste à rechercher les fondements de cette « spécificité » française. Il s'intègre ainsi dans une réflexion lancée ici même sur le « champ africaniste français » et ses modes de régulation. Le travail est stimulant et devrait engager à de nouvelles réflexions portant non plus sur une discipline ou un objet mais bien sur l'ensemble des analyses du politique en Afrique, une sorte de « Africa and the disciplines » à la française.

Cette dernière mouture de débats ne saurait s'achever sans remercier les auteurs qui ont accepté de nous confier leurs articles, de subir nos remarques... et heureusement pour un seul d'entre eux nos bévues !! Leur confiance honore aussi bien l'équipe de rédaction que l'ensemble de l'Association des chercheurs de Politique africaine. Qu'ils soient remerciés de leur travail, comme doit l'être Patrick Chabal pour avoir mené cette « course au large ».

Que chacun soit cependant rassuré : l'aventure Politique africaine continue !

**Dominique Darbon**